



C'est un Maurice Kamto plutôt offensif sur les questions qui était face à Jean Bruno Tagne dans la « Grande Interview » du mardi 17 avril sur télévision privée Canal 2 International. L'homme politique et candidat à la présidentielle prochain a été accueilli à chaud avec plusieurs questions qui animent l'actualité camerounaise.

Voici l'extraits de ses propos.

Opération Epervier

« C'est une opération qui nous laisse perplexe, les personnalités sont interpellées pour des infractions qui auraient été commises dans leurs fonctions antérieures. Ce qui veut dire que l'on savait que ces infractions avaient été commises avant de les promouvoir. Et donc, on peut se demander pourquoi elles ont été promues alors qu'elles étaient passibles de poursuites (...). L'opération Epervier serait une opération politique qui vise lorsque l'occasion s'y prête à écarter les concurrents politiques potentiels et donner l'impression au sein de l'opinion que l'on veut combattre la corruption (...) Si on peut jeter autant de personnalités en prison, on doit se demander si celui qui les jette en prison ne devrait pas revoir lui-même la manière dont il procède, soit pour les choisir, soit pour s'attacher de leurs services. Il y a un problème, il ne faudra pas détacher ceux qui sont en prison et celui qui les met en prison.

Il n'y a absolument aucune raison pour que je sois inquiet. Chacun à sa conscience, et la mienne très tôt m'a appris qu'on ne triche pas avec le service public. J'ai toujours essayé de mettre mes actions publiques dans la gestion des affaires publiques, en conformité avec les principes que j'enseigne à mes étudiants (...) Je suis tranquille et serein, j'ai été avant d'entrer dans le gouvernement doyens de la faculté de science juridique et politique à l'université de Yaoundé 2 pendant six ans (...) ceux qui avaient été avec moi peuvent en témoigner. Je suis serein et calme parce que je respecte la fortune publique (...) On ne peut pas utiliser la justice à des fins qui ne sont pas claires. On ne peut pas utiliser la justice d'un pays aux fins de règlements de comptes. C'est le meilleur moyen de tuer la justice

Expériences engrangées

J'ai une expérience professionnelle, j'ai été doyen de la Faculté des Sciences Juridiques et Politiques de l'université de Yaoundé 2 pendant six ans. J'ai été membre du gouvernement, ministre délégué auprès du vice premier ministre, ministre de la justice, garde des sceaux.

J'ai une expérience internationale, on en parle pas assez. Dans des cercles inter étatiques, j'ai été président de la commission du droit internationale, qui est un organisme des Nations Unis créé par l'Assemblée Générale des Nations Unis et où siège les 34 plus hauts juristes du monde. Les juristes venant des cinq pays membres permanent du conseil de sécurité des Nations Unis m'ont élu président de cette commission. Je suis membre du Curatorium de l'académie de droit international. J'ai été avocat et je demeure avocat devant la cour internationale de justice pour plusieurs pays. J'ai été arbitre dans plusieurs affaires opposantes les Etats à des firmes nationales.

J'ai enseigné dans les universités du Cameroun jusqu'à une date récente. Sauf que depuis que j'ai démissionné du gouvernement, on m'a refusé d'enseigner. En dépit de mes correspondances, j'ai écrit et relancé, mais on m'a refusé d'enseigner.

Néanmoins, je continue d'encadrer les jeunes camerounais en thèse de doctorat. J'en ai dirigé plus d'une quinzaine depuis que j'ai démissionné du gouvernement. J'enseigne dans beaucoup d'universités internationales, au Sénégal au Bénin, en Allemagne, en France... Sur le champ politique, nous sommes sans doute le seul parti politique disposant des militants de conviction. J'ai de l'expérience et il est temps que je cesse de mettre mon drapeau dans la poche. Oui ! j'ai de l'expérience parce que c'est n'est pas facile tous les jours.

MRC, parti tribal ?

Nous n'avons pas une disposition qui exclue du parti. Nous sommes un parti national, ça ne s'est jamais démenti. Moi je suis de l'Ouest, le premier vice-président du parti est de l'Extrême Nord, la deuxième vice-présidente est du centre, le troisième vice-président est du Littoral, le quatrième vice-président du Sud-Ouest, la cinquième vice-présidente est du Nord, secrétaire du parti est du Nord-Ouest, le trésorier national de l'Ouest, et le conseiller spécial du Centre. Voilà ce que vous appelez parti régional.